



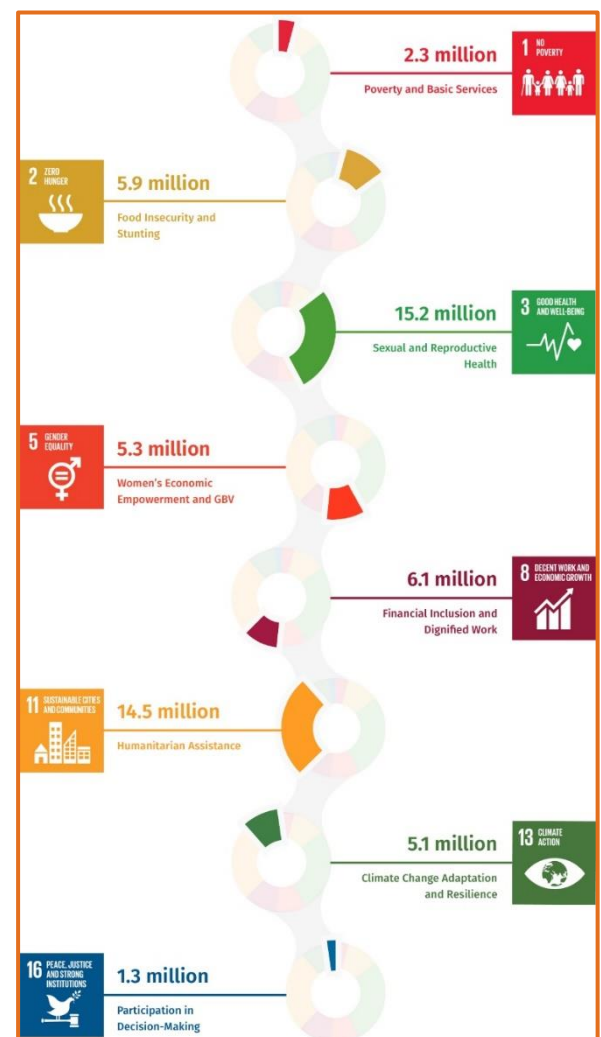
L'impact de CARE et les ODD

La contribution de CARE et de ses partenaires sur les objectifs de développement durables.

Introduction et méthodologie

La [stratégie programmatique 2020 de CARE](#) vise à aider à lutter contre les causes sous-jacentes de la pauvreté et de l'injustice sociale, dans le cadre des efforts mondiaux visant à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) adoptés en septembre 2015. Depuis ce moment, CARE et ses partenaires ont contribué aux impacts positifs pour **45.8 millions de personnes** (70% les femmes et les filles). Cela représente des informations de 713 projets dans 74 pays entre 2015 à 2018.

Ces chiffres proviennent du système d'information et Impact des projets et des programmes ([PIIRS](#)) de CARE. Les données proviennent d'[évaluations](#) externes ou les systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) de projets qui rendent compte de **25 indicateurs globaux** qui s'alignent avec les ODD. Notre [approche](#) repose sur la compréhension du fait qu'outre CARE et les partenaires avec lesquels nous travaillons, de nombreuses autres parties prenantes (communautés, gouvernements, ONG, secteur privé, etc.) contribuent toujours au changement dans les contextes dynamiques et complexes dans lesquels nous travaillons. En ce sens, nous préférons parler de notre **contribution** au changement plutôt que de prétendre que le travail de CARE seul a conduit à un changement (ou une "attribution").



Note : Quelques personnes voient les impacts dans plusieurs domaines. Les programmes de CARE travaillent souvent pour avancer plusieurs ODD en même temps.



ODD 1: Pas de Pauvreté

Une grande partie du travail de CARE et de nos partenaires vise à aider les personnes marginalisées et vulnérables à sortir de la pauvreté et à améliorer leur accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement. Conformément aux objectifs [1.1](#), [1.2](#) et [1.4](#) des ODD, les projets de CARE ont permis à plus de **2.3 million de femmes et d'hommes, filles et garçons**, dans 16 pays, pour sortir de la pauvreté ou améliorer leur accès aux services de base. Ceci comprend :



Aider près de 170 000 personnes à sortir de la pauvreté, mesurée par le seuil de pauvreté international (1,90 USD par jour - ODD 1.1), et plus de 265 000 personnes à échapper à la pauvreté mesurée par les seuils de pauvreté nationaux (ODD 1.2) dans 9 pays. Par exemple, le projet de transformation sociale et économique des Ultra-Pauvre ([SETU II](#)) au Bangladesh a contribué à réduire la pauvreté de 95% (de 100% à 5%), permettant à 142 096 personnes d'échapper à la pauvreté. Le projet [Shomoshti](#), également au Bangladesh, a contribué à réduire la pauvreté de 16% (passant de 81% à 65%), permettant à 128 142 personnes d'échapper à la pauvreté.



Aider plus de 2 050 000 personnes à accéder aux services de base (54% de femmes et de filles), soit une augmentation de près de 19 points de pourcentage dans 12 pays. Par exemple, le projet [Chagua Maisha](#) au Kenya a permis d'accroître l'accès au dépistage et aux services VIH pour 774.370 de personnes, tandis que le projet [ZPCT II](#) en Zambie l'a fait pour 472 881 de personnes (58% de femmes et de filles).

Les donateurs (Les Bailleurs et les champions)

Les changements rapportés dans ces pages sont dus à la générosité de nombreux donateurs publics et privés :

- Gouvernements, y compris les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne, l'Australie et la Norvège (16,3 millions de personnes ayant un impact ou des résultats positifs)
- Fondations telles que la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Sall Family (13,7 millions)
- Donateurs multilatéraux, y compris les Nations Unies, la Commission européenne et la Banque mondiale (7,1 millions)
- Sociétés, y compris Mastercard, Glaxo Smith Kline (GSK), Barclays, Procter & Gamble ou Cargill (1,9 m)
- Autres donateurs, tels que des donateurs anonymes ou privés (7,1 millions)

Ils sont également dus à la collaboration et au partenariat avec les communautés, les gouvernements et les acteurs locaux et internationaux de la société civile et du secteur privé dans plus de 70 pays.



ODD 2: Faim zéro

La montée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est l'un des défis majeurs du 21ème siècle, alimentée par la pauvreté, les conflits et de plus en plus le changement climatique. Pour cette raison, CARE a fait de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la résilience au changement climatique un domaine prioritaire de son travail. Depuis 2014, CARE a aidé près de **5,9m de personnes** à améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers 23 pays, contribuant ainsi aux objectifs ODD [2.1](#), [2.2](#), [2.3](#) et [2.4](#) y compris:



Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire pour près de 2,905,000 de personnes dans 20 pays. Cela comprend le projet Appui à l'extension Agricole au [Bangladesh](#), fondé par USAID, qui a contribué à réduire de 49% l'insécurité alimentaire (de 70% à 21%) et à renforcer ainsi la sécurité alimentaire de 181 041 personnes.



Contribuer à l'amélioration de la malnutrition chronique (retard de croissance) pour plus de 1 180 000 enfants de moins de 5 ans, soit une réduction moyenne de 1,3 point de pourcentage par an dans 13 pays. L'Initiative de lutte contre la malnutrition infantile au [Pérou](#) a permis de réduire le retard de croissance de 11% (de 23,2% à 12,2%), permettant à 1 130 469 enfants de moins de 5 ans d'échapper au retard de croissance. Au Bangladesh, [SHOUHARDO II](#) a contribué à réduire le retard de croissance de 12,9% (de 62% à 49% - soit une réduction de 2,6 points de pourcentage par an), permettant à 25 249 enfants de moins de 5 ans d'échapper au retard de croissance.



Contribuer à l'amélioration d'autres mesures de nutrition ou de sécurité alimentaire pour près de 720 000 personnes dans 11 pays. L'initiative intégrée de santé familiale en [Inde](#) a permis d'augmenter l'allaitement maternel exclusif pour 488 549 enfants, tandis que le projet du Fonds de renforcement de la nutrition ([SUN](#)) en Zambie a contribué à améliorer l'accès aux services de nutrition pour 60 015 personnes.



ODD 3: Bonne santé et bien-être

Les programmes de CARE cherchent à créer les conditions - personnelles, sociales et structurelles - permettant à tous les individus d'exercer leurs droits à la santé sexuelle et reproductive, basés sur les principes d'égalité, de non-discrimination et de responsabilité. CARE a soutenu près de **15.2 million de femmes** à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle, reproductive et maternelle dans 27 pays, contribuant à la réalisation des objectifs ODD [3.1](#) et [3.7](#), et [5.6](#). Cela comprend :



Contribuer à l'accès aux contraceptifs modernes pour plus de 8 410 000 femmes et à près de 8 235 000 naissances assistées par un personnel qualifié dans 17 pays. Dans notre projet d'appui technique au gouvernement de [Bihar](#), en Inde, CARE a contribué à augmenter l'utilisation de contraceptifs modernes de 3,9% (de 33,9% à 37,8%) et la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié de 5% (de 68,4% à 73,4%), permettant à 10 456 623 femmes au total exercer leurs droits de SSR.



Contribuer à la prise de décision pour plus de 400 000 femmes (âgées de 15 à 49 ans) prenant en matière de relations sexuelles, d'utilisation de contraceptifs et de soins de santé génésique, augmentation du niveau de prise de décision en matière de santé sexuelle et génésique de 26 points de pourcentage dans 18 projets, dans 14 pays. Le projet de CARE [SAFPAC 3](#) en République démocratique du Congo a contribué à augmenter de 47% le nombre de décisions de SSR prises par les femmes (de 40% à 87%), permettant ainsi à 107 346 femmes supplémentaires de prendre des décisions en connaissance de cause.



Contribuer à l'accès pour plus de 300 000 personnes touchées par une catastrophe ou une crise, et plus de 265 000 femmes et filles, pour avoir accès à au moins un service de santé sexuelle et reproductive dans 11 pays. Le projet CARE UNFPA II en Syrie a permis au moins un service de SSR pour 72 316 personnes. Le projet [SRMH and GBV Emergency Response](#) au Bangladesh a aidé 20 000 personnes à accéder aux services de santé sexuelle et reproductive, soit 4,2% de celles ayant besoin d'assistance.



ODD 5: Egalité des sexes

CARE place les femmes et les filles au centre de ces préoccupations car nous savons que nous ne pouvons pas vaincre la pauvreté tant que tous les citoyens n'auront pas les mêmes droits et chances. Tous les programmes de CARE cherchent à renforcer l'égalité des sexes et la voix des femmes, alors que l'autonomisation économique des femmes est une dimension vitale de notre travail, car elle s'attaque aux facteurs qui sapent l'égalité des femmes. Les programmes de CARE mesurent les changements dans l'accès des femmes à leurs ressources économiques et à leur contrôle, telles que l'accès aux services financiers et la prise de décision des femmes au foyer, ainsi que leurs attitudes et niveaux de violence basée sur le genre. Depuis 2014, CARE a aidé près de **5.3m de femmes et de filles** à augmenter leurs niveaux d'autonomisation ou d'égalité, ou à exercer leur droit à une vie sans violence, dans 57 pays, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs des ODD [5.1](#), [5.2](#), [5.5](#), [5.6](#) et [5.A](#). Ceci comprend :



Contribuer au rejet de la violence entre partenaires intimes (VPI) pour près de 325 000 personnes supplémentaires et en réduisant de près de 130 000 le nombre de femmes et de filles ayant déjà eu un partenaire et soumises à des violences physiques, sexuelles ou psychologiques dans 13 pays. Au Bangladesh, le projet [SHOUHARDO II](#) a contribué à augmenter de 39% (de 25% à 64%) le nombre de personnes qui rejettent le VPI, permettant à 238 684 personnes supplémentaires de rejeter la violence.



Aider près de 4 655 000 femmes à accéder à des services financiers informels et plus de 520 000 femmes à accéder à des services financiers formels dans 55 pays. Le modèle d'associations villageois d'épargne et de crédit ([AVEC/VSLA](#)) de CARE, est passé d'un pays en 1991 (Niger) à 78 pays en 2018, par l'intermédiaire de CARE et d'autres organisations. CARE et ses partenaires ont, à eux seuls, aidé plus de 5,7 millions de personnes à rejoindre les AVEC, dont 82% de femmes. Le projet [LINK UP](#) au Kenya, par exemple, a aidé 109 485 femmes à accéder aux services financiers formels.



Contribuer à une augmentation de près de 375 000 femmes déclarant être en mesure de participer de manière égale aux décisions financières des ménages. Dans le cadre de notre projet [Hand in Hand](#), au Rwanda, CARE a contribué à augmenter le nombre de femmes participant équitablement aux décisions financières des ménages de 23% à 80%, permettant ainsi à 32 303 femmes supplémentaires de contrôler leurs ressources économiques.



ODD 8: Travail décent et croissance économique

Une grande partie du travail de CARE sur l'autonomisation économique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle vise également à contribuer à l'amélioration des conditions de travail (« travail décent ») et à l'accroissement des opportunités et des capacités économiques. Depuis 2014, CARE a aidé près de **6.1m de personnes** à accroître leur autonomisation économique, dans 55 pays, en contribuant aux objectifs des ODD [8.3](#) et [8.5](#), y compris:



Aider plus de 5 730 000 hommes, femmes et jeunes à accéder aux groupes d'épargne communautaires de 47 pays.



Contribuer à une augmentation de plus de 95 000 femmes membres d'un syndicat, d'un groupe de femmes ou d'une coopérative, grâce auxquelles elles peuvent faire valoir leurs droits au travail, soit une augmentation de 45 points de pourcentage dans 13 pays. Le projet CARE [Equal Value, Equal Rights](#) en Amérique latine, par exemple, a jusqu'à présent aidé 33 449 travailleurs domestiques à mieux faire connaître leurs droits, dans 5 pays.



Contribuer à l'amélioration de l'autonomisation économique de plus de 180 000 femmes dans 19 pays. Promouvoir les opportunités d'autonomisation économique des femmes en Afrique rurale ([POWER Africa](#)) a contribué à accroître l'emploi de 61 274 femmes en Côte d'Ivoire et de 48 059 femmes au [Burundi](#). Le projet d'activités de soutien agricole de USAID au [Bangladesh](#) a permis d'accroître les capacités d'activités économiques pour 32 663 femmes.



ODD 11: Villes et communautés durables

L'objectif 11.5 des ODD vise à réduire le nombre de décès et le nombre de personnes touchées par des catastrophes, en mettant l'accent sur la protection des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité. En cas d'urgence, CARE et ses partenaires s'efforcent de répondre aux besoins essentiels des personnes : logement et protection, nourriture, eau salubre, accès aux services de santé et moyens de subsistance. Conformément aux objectifs des ODD [11.5](#) et [1.5](#), les projets CARE signalent depuis 2014 une aide humanitaire de qualité auprès de **14.5 millions de femmes et d'hommes, filles et garçons**, dans 41 pays. Cela comprend :



Aider plus de 987 000 personnes touchées par une catastrophe ou une crise à obtenir un abri d'urgence adéquat et / ou à récupérer un logement convenable dans 23 pays. Notre projet [RESPONSE](#) pour les populations touchées par le cyclone et l'alimentation dans le sud-est du Bangladesh a hébergé 108 127 personnes (dont 51% de femmes et de filles).



Aider près de 4 780 000 personnes touchées par une catastrophe ou une crise à avoir accès à de l'eau potable, dans 25 pays. La réponse d'urgence WASH de CARE aux communautés touchées par la sécheresse à Borena, en Éthiopie, a permis à 500 000 personnes (dont 53% de femmes et de filles) d'avoir accès à de l'eau potable.



Aider plus de 4 860 000 personnes touchées par une catastrophe ou une crise à se nourrir convenablement dans 19 pays. Notre projet [Emergency Cash First Response](#) a permis aux communautés touchées par la sécheresse dans les provinces du sud du Zimbabwe d'offrir une nourriture suffisante à 400 279 personnes.

Fournir une assistance en espèces ou en coupons à plus de 1 370 000 personnes dans 18 pays.

ODD 13: La lutte contre les changements climatiques

Face aux impacts croissants du changement climatique déjà ressentis dans le monde entier, CARE et ses partenaires s'emploient à renforcer la résilience des populations et à renforcer leur capacité à prendre des mesures pour réduire leur vulnérabilité aux risques. L'augmentation de la résilience fait partie de l'approche fondamentale de CARE, appliquée dans tous nos programmes. En outre, CARE plaide pour une action climatique dans les espaces politiques mondiaux (par exemple UNFCCC) et nationaux afin de multiplier notre impact. Conformément aux objectifs des ODD [13.1](#), [13.2](#), [13.3](#) et [1.5](#), les projets CARE ont permis d'augmenter la résilience auprès de **5.1 millions de femmes et d'hommes, filles et garçons**, dans 32 pays. Cela comprend :



Contribuer à accroître la capacité de renforcer la résilience auprès de 1 500 000 personnes dans 22 pays. Le projet Adaptation Learning Programme for Africa ([ALP](#)) au Ghana, par exemple, a contribué à accroître la capacité de renforcer la résilience de 333 466 personnes, tandis que le projet [GRAD](#) en Éthiopie, a permis d'accroître la capacité de renforcer la résilience de 82% des participants (266 500 personnes).



CARE a aidé près de 4 100 000 personnes à réduire activement leur vulnérabilité aux facteurs de choc et de stress qui les affectent. Le renforcement des moyens de subsistance par l'adaptation et l'apprentissage communautaires ([SLCAL](#)) en Cisjordanie et dans la bande de Gaza a permis d'augmenter de 25% (de 20% à 45%) la proportion de personnes activement engagées dans la réduction de leurs vulnérabilités, augmentant ainsi la résilience de 469 281 personnes. Le programme de secours et de réduction des risques de sécheresse dans le sud de Madagascar a permis à 455 916 personnes de participer activement à la réduction de leur vulnérabilité.

ODD 16: Paix, justice et institutions fortes

Parallèlement au renforcement de l'égalité des sexes et de la voix des femmes et à la résilience croissante, le troisième élément de l'approche de CARE, appliqué à tous les programmes, est la promotion de la gouvernance inclusive. Nous appliquons systématiquement des marqueurs, pour [le genre](#), [la gouvernance](#) and [la résilience](#). L'intégration de ces approches et l'encouragement des équipes de programme à partager les meilleures pratiques et à ajuster leurs plans pour mieux intégrer l'approche de CARE. En plus de nos [indicateurs globales](#), alignés aux ODD, CARE s'est également employé à intégrer des indicateurs permettant de suivre l'impact de cette approche, afin de nous aider à comprendre le changement auquel nous avons contribué sur des facteurs critiques tels que le leadership des femmes et la résilience au risque. Des méthodes telles que le plaidoyer et influencer les rapports d'impact ([AIIR](#)) nous permettent de mieux comprendre et de quantifier l'impact de notre travail de plaidoyer. Conformément à l'objectif ODD [16.6](#), les projets CARE signalent, depuis 2014, une participation accrue ou une influence positive sur les politiques, programmes et budgets pour près de **1.3 million de femmes et d'hommes, filles et garçons**, dans 35 pays.



CARE a contribué à une augmentation de plus de 460 000 personnes participant à des espaces décisionnels formels ou informels, dans 34 pays. Le projet Strengthening Accountability Mechanisms ([GSAM](#)) au Ghana a permis à 671 880 personnes de participer à des espaces décisionnels formels ou informels (42% de femmes), soit une augmentation de 93 440 personnes. Le projet d'Implementation of Social Accountability Framework ([ISAF](#)) au Cambodge a permis à 22 392 personnes de participer à des espaces décisionnels formels ou informels (58% de femmes), avec 294 personnes occupant de nouveaux postes de direction (53% de femmes).



CARE et ses partenaires ont réussi à influencer les politiques, les lois, les budgets et les programmes, du niveau local au niveau international, dans 125 projets, dans 43 pays. [CARE Madagascar](#) a influé sur les politiques et les programmes du gouvernement et autres en matière de réduction des risques de catastrophe, permettant à plus de 750 000 personnes de prendre des mesures pour réduire leurs vulnérabilités. En [Égypte](#), CARE et ses partenaires ont influencé les politiques et les pratiques visant à criminaliser le déni des droits de succession des femmes. En travaillant avec le gouvernement égyptien et des organisations partenaires, nous avons aidé plus de 1 000 femmes à réclamer plus de 4,4 millions de dollars, qui leur revient à juste titre.